

« Nous sommes dans une phase de grande violence sociale »

ENTRETIEN

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, est revenue sur l'importance des Bourses du travail dans l'histoire syndicale à l'occasion de sa visite à Alès, évoquant également les enjeux de ce début 2024, la lutte contre l'extrême droite, le rapprochement avec la FSU et la nomination de Gabriel Attal à Matignon.

La Marseillaise : Pourquoi était-ce important d'être à Alès pour l'inauguration de la Bourse du travail ?

Sophie Binet : Pour fêter une magnifique victoire. Les Bourses du travail, ce ne sont pas seulement des locaux et des murs. Le syndicalisme est né avec, puisque ce sont elles qui font naître le principe de solidarité entre les travailleuses et les travailleurs. Quand on a créé le syndicalisme, on a commencé en créant des Bourses du travail, pour casser l'isolement de l'ouvrier face au patron. C'est indispensable pour le syndicalisme d'aujourd'hui, puisque 40% des salariés du privé n'ont pas de syndicat dans leur entreprise et si on n'a pas de Bourse du travail, pas d'union locale, ces salariés sont comme il y a 150 ans, seuls face à leur patron.

Vous êtes aussi passée à Nîmes pour évoquer la Bourse du travail qui a besoin de travaux...

S.B. : Je voulais aussi venir ici pour faire passer un message, parce que la situation alésienne [où les travaux ont été financés par la mairie, ndlr.], n'est pas la norme. Nîmes, juste à côté, avec le maire (LR) Jean-Paul Fournier qui connaît très bien celui d'Alès, n'a pas pris les mêmes décisions. Il veut nous traiter comme si la CGT était une entreprise qui doit payer un loyer, le chauffage... etc. Comme si on était un service lucratif, alors que nous portons une activité d'intérêt général en accueillant tous les salariés des entreprises dans lesquelles il n'y a pas de syndicat et en les accompagnant juridiquement. Toute localité importante devrait avoir une Bourse du travail. La victoire à Alès doit faire tache d'huile. D'abord à Nîmes puis dans le reste du pays.

Comment jugez-vous la situation du pays aujourd'hui ?

S.B. : Nous sommes dans une phase de grande violence sociale pour les travailleurs. Pour la première fois depuis 1970, les salaires en euros constants baissent du fait de l'inflation, qui vient de la boucle prix-profit et de l'explosion des dividendes. On a eu l'annonce il y a deux jours du montant des dividendes, qui a encore battu tous les records précédents, sachant que les années précédentes étaient déjà records. Le problème est que le gouvernement ne veut pas agir sur cette question-là. On a donc de plus en plus de travailleurs qui n'arrivent pas à remplir leur frigo, voire qui sont

dans la rue parce que là, avec le froid, on découvre qu'il y a 300 000 personnes dehors, un chiffre qu'on n'avait pas entendu depuis très longtemps. Ça fait six mois qu'on alerte, car les indicateurs économiques sont dans le rouge à cause de la mauvaise politique économique du gouvernement. Quand les prix de l'énergie et les taux d'intérêt augmentent et que les salaires baissent, il y a une baisse de la consommation, ce qui met en difficulté notre tissu productif. Le troisième élément du contexte est cette réforme des retraites catastrophique qui s'applique, avec un recul des droits pour tous. À la CGT, nous sommes aussi très inquiets de la montée de l'extrême droite dans le pays. Les digues sautent, à l'image de cette loi de la honte qui a été écrite sous la dictée du Rassemblement national. C'est un moment de basculement.

Pourquoi faut-il aller manifester contre cette loi le 21 janvier ?

S.B. : Le slogan qu'on porte à la CGT c'est : « On bosse ici, on vit ici, on reste ici. » On bosse ici, on cotise ici, donc on a le droit aux allocations familiales. Pourquoi instaurer la préférence nationale dans la loi, cette revendication historique du Rassemblement national ? Cette loi de la honte, on la combat et donc, on appelle à manifester dans un maximum d'endroits pour montrer que la France, ce n'est pas ça. Le droit du sol qui date de 1789 est menacé. On appelle donc tous ceux qui ne se retrouvent pas dans ce discours xénophobe, y compris des personnalités de droite, puisque par exemple Jacques Toubon sera présent, à venir en nombre le 21 janvier pour montrer que la France, c'est la solidarité, la liberté, l'égalité et la fraternité.

« Il faut d'urgence changer de braquet, changer de politique. Ce n'est pas quelques rustines qui vont réparer le Titanic »

Justement, comment la CGT peut-elle lutter contre l'extrême droite ?

S.B. : Comme elle le fait déjà, c'est-à-dire en parlant des questions sociales, parce que la stratégie de l'extrême droite, c'est d'occulter les questions sociales. Ça fait six mois qu'on nous parle d'insécurité, d'immigration, de voile... et on n'entend pas parler de la problématique numéro un des gens : les salaires et le pouvoir d'achat. Et de leur problématique numéro 2, les services publics et l'état de leur santé. La CGT peut aussi unir les travailleurs à partir de leur intérêt commun face aux patrons, parce qu'en disant les gens, le capital peut continuer



Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT depuis le 31 mars 2023, est la première femme élue à ce poste. PHOTO T.A.

à faire fructifier ses dividendes. Nous organisons donc la solidarité à partir du travail, comme c'était par exemple le cas en octobre quand la CGT a lancé une grande grève des travailleurs sans papiers en Île-de-France, suivie par 600 grévistes, qui d'ailleurs n'ont toujours pas été régularisés, alors qu'on a toutes les preuves de leur travail.

L'inflation touche aussi la CGT. Un plan social est-il évoqué ?

S.B. : Non ! Il n'y a pas de plan social prévu à la CGT. L'inflation nous percutent directement, parce que nos ressources n'augmentent pas comme l'inflation. Nous avons une situation budgétaire un petit peu compliquée sur 2022 et 2023. Heureusement, nous avons quelques réserves pour nous sécuriser. La CGT n'est pas en faillite et la nouvelle équipe issue du congrès confédéral va mettre en place les dispositions pour stabiliser la situation et garantir l'indépendance de notre organisation.

Pourquoi œuvrez-vous à un rapprochement avec la FSU ?

S.B. : Cela fait longtemps que la CGT est proche de la FSU et, depuis une dizaine d'années, il y a un processus d'échange et de travail entre nous. On l'a relancé parce qu'il y a besoin que les organisations syndicales se rassemblent. La CGT s'est battue pour cela pendant la mobilisation contre la réforme des retraites. Nous essayons que pour le 8 mars [Journée internationale des droits des femmes, ndlr.], toutes les organisations syndicales appellent à des actions pour l'égalité salariale. Le problème est que no-

tre histoire syndicale est marquée par des scissions et presque jamais par des réunifications. Nous sommes dans un moment historique où il y a besoin que celles et ceux qui partagent l'essentiel se rassemblent. Comme on a l'habitude de le dire à la CGT, quand deux dirigeants syndicaux ne se serrent plus la main, c'est le patron qui se frotte les siennes.

Que pensez-vous de la nomination de Gabriel Attal à Matignon ?

S.B. : D'abord, Gabriel Attal était le porte-parole d'Emmanuel Macron, donc nommer son porte-parole comme Premier ministre, c'est tout un symbole. Ça prouve la conception que l'on a de la fonction. Maintenant, les choses sont très claires sur le fait que le Premier ministre est un exécutant, un collaborateur, un fusible, comme l'avait dit Elisabeth Borne. Quelle que soit la personne, l'enjeu est plutôt le contenu de la politique qu'Emmanuel Macron va dicter. Mais, au vu de ses vœux, pour lui, tout va bien. Le pays va très bien, tout le monde est d'accord avec sa politique. Mais c'est un naufrage, un naufrage moral, économique, social. À part le président de la République, tout le monde le voit. Il faut donc d'urgence changer de braquet, changer de politique et ce ne sont pas quelques rustines qui vont réparer le Titanic. Pas besoin d'être marin pour savoir ça. Nous attendons aussi la composition du gouvernement parce qu'on a besoin d'avoir un ministre du Travail qui garantisse la prise en charge du chômage partiel à 100% de tous les sinistrés du Pas-de-Calais.

Propos recueillis par Tristan Arnaud